

RAPPORT POLITIQUE du bureau national du PSU

Pour la première fois de son histoire, le P.S.U. est aujourd'hui en train de donner naissance à un courant social, et virtuellement politique, se définissant d'abord par ses objectifs propres et non prioritairement par la critique des perspectives des autres forces. Cette évolution s'est révélée à travers le profond écho soulevé par le manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », à travers la naissance du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste, puis l'ouverture de ce comité à un certain nombre d'observateurs représentant d'importantes organisations de jeunesse ou d'éducation populaire ;

elle s'est révélée surtout à travers la mise en pratique, dans de nombreuses luttes, du contrôle ouvrier et du contrôle populaire. Le caractère « opérationnel » du manifeste a pu être ainsi vérifié, ce qui a contribué à élargir l'audience de masse du courant socialiste autogestionnaire. Après le moment difficile qu'a constitué pour le Parti l'élection législative de mars 1973, cette situation nouvelle traduit un important redressement et accroît nos responsabilités politiques dans la période. C'est à la traduction stratégique de ces responsabilités que ce rapport est consacré.

1 Le PSU depuis son VIII^e congrès et l'évolution de la situation

11. — LE CONGRES DE TOULOUSE :

- l'unité consolidée du Parti lui donne des capacités d'initiative nouvelles ;
- le projet autogestionnaire, traduit par le Manifeste du Parti, fut important à la fois par la nature du projet lui-même et par son articulation avec le contrôle ;
- cependant le parti n'a pu aborder dès ce moment un certain nombre de questions stra-

tégiques et théoriques auxquelles nous avons été confrontés par la suite, visant aussi bien l'évolution du régime, celle des forces sociales et politiques, que les problèmes de la période de transition, de la prise du pouvoir et de la stratégie en matière d'unité.

Ces incertitudes, qui concernaient l'ensemble du Parti, ont rendu difficile la tâche de la Direction. Le Conseil National doit permettre de les lever.

12. — LES ELECTIONS :

Elles furent pour le parti un échec relatif. Malgré des progressions honorables dans les régions pour nous les plus difficiles (Alsace - Aquitaine) il y a érosion forte de positions que nous avions crues solides ;

— raisons conjoncturelles. La crise du parti était encore récente. Les élections sont survenues beaucoup trop vite après le redressement opéré par le Congrès de Toulouse ;

— raisons organisationnelles — insuffisance de candidats — faibles moyens financiers ;

— raisons politiques — le parti a été coincé dans la bipolarisation. Notre attitude stratégique face au Programme Commun a été correcte, mais notre attitude tactique était en porte à faux par rapport à la volonté unitaire des travailleurs.

— Au niveau national ces élections se sont caractérisées par un affrontement gauche-droite extrêmement net. La très importante participation électorale confirme que les travailleurs tout comme la droite les ont ressenties comme un affrontement de classe. Mais le débat s'est résumé à une formidable campagne anticomuniste et à une vague confrontation de programmes nationaux. Les problèmes quotidiens les plus urgents n'ont pas été posés, et l'importance de l'enjeu n'a rien enlevé au caractère de jeu abstrait que prend de plus en plus la campagne électorale. Or les problèmes importants qui n'ont pas été posés à l'occasion des élections vont néanmoins faire irruption sur la scène politique.

13. — LES LUTTES POPULAIRES DEPUIS LES ELECTIONS :

Dès la retombée des bruits de la campagne, diverses luttes ont montré que ces problèmes de la vie quotidienne n'avaient pas été posés ;

• la grève des OS de Renault-Billancourt et les divers mouvements d'immigrés reposent le problème des conditions de travail et de l'exploitation de ces travailleurs ;

• les lycéens, à travers la longue bataille qu'ils ont su mener sur les sursis, ont-en fait reposé le problème de l'armée et de son rôle social ;

• les luttes pour la liberté de la contraception et de l'avortement, la création de centres d'orthogénie ont aussi remis, au premier plan de l'actualité un problème que le Président de la République et le Premier Ministre avaient voulu

ignorer ;

• la longue défense des paysans du Larzac et le soutien considérable quelle a reçu ont également reposé, d'une autre manière, le problème de l'armée, tout comme celui de l'Occitanie et celui du monde paysan ;

• enfin, l'extraordinaire mouvement des travailleurs de Lip en lutte depuis 6 mois au moment où ce rapport est écrit fait apparaître tout à la fois l'absurdité d'un droit de l'entreprise qui ne connaît pas les travailleurs, le caractère à la fois scandaleux et désuet de l'autorité patriarcale du patron, et la puissance dans l'action du contrôle ouvrier.

Cette lutte de Lip, tout comme celle de Péchiney-Noguères, a été menée pour une grande part par des militants membres du Parti, appuyés sur le Manifeste de Toulouse, qui est ainsi apparu non pas comme un document prophétique, mais comme un texte opérationnel dans la pratique.

Chacune de ces nombreuses luttes, à des titres divers, traduit tout à la fois une volonté immédiate de contrôle ouvrier ou populaire sur les décisions prises en dehors des intéressés et une esquisse de la perspective autogestionnaire. Cela est sensible dans les formes de lutte : assemblées générales, délégués, prise de possession et mise en œuvre de l'outil de travail, aussi bien que dans les objectifs de lutte et certains de leurs résultats : ouverture directe de centres d'orthogénie, production par les travailleurs pour leur propre compte, développement de solidarités de base, ouvriers-paysans notamment, et travailleurs français - travailleurs immigrés.

Toutes ces luttes qui ont été les seuls événements nationaux importants depuis les élections, et auxquelles des militants du parti ont été étroitement associés, ont confirmé avec éclat les analyses du parti aussi bien en ce qui concerne les rôles relatifs des élections et des luttes sociales que la nature des points chauds autour desquels se déploie la combativité populaire, et la force offensive des actions de contrôle. Le PSU sort renforcé auprès de l'opinion, et notamment des travailleurs, de sa participation à toutes ces luttes. Elles ont en outre eu pour résultat de modifier sensiblement la situation sociale dans son ensemble.

Cependant la capitalisation politique de ces luttes et leur élargissement restent difficiles. La traduction politique d'une situation sociale en pleine évolution reste en grande partie bloquée. Ce doit être l'objet de la stratégie du PSU

que de contribuer à la débloquent, ce qui est l'objet des réflexions soumises aux militants dans la deuxième partie de ce rapport. Mais il est utile auparavant de compléter l'examen de la situation en ce qui concerne les enjeux nouveaux pour le mouvement ouvrier, l'évolution du régime et la situation propre du PSU.

14. — DES ENJEUX NOUVEAUX POUR LE MOUVEMENT OUVRIER :

— Le débat sur l'autogestion, déjà très clairement posé par les luttes d'Evian et d'Entremont, réesquissé à travers la revendication anti-hiérarchique et les formes de délibération ouvrière au Joint Français, repris à travers le 8^e Congrès du PSU et le 35^e Congrès de la CFDT, vaguement abordé dans le débat interne du PS, avait été interrompu de son côté dès la signature du Programme Commun. Mais pour traduire globalement l'exigence posée par les luttes et leur donner une cohésion et une perspective, la CFDT a relancé ce débat à travers la proposition de colloques où seraient notamment conviés le PS et les organisations membres du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste.

Elle a précisé d'ailleurs qu'elle souhaitait des colloques liés autant que possible aux impératifs immédiats de l'action et non des séminaires de réflexion théorique. Toute la conception de l'autogestion et de son articulation avec le contrôle vont donc se trouver au cœur de tels colloques.

Quant au Congrès de la CFDT, s'il a permis de voir confirmée l'orientation socialiste et autogestionnaire de la centrale syndicale, il a cependant suscité un certain nombre d'inquiétudes, notamment à cause d'un raidissement assez net sur les formes de lutte et de délibération des travailleurs.

Les luttes récentes et en particulier celle de Lip ont d'ailleurs permis de réouvrir sur des bases beaucoup plus concrètes le débat sur la nature de l'intervention syndicale et sur le rôle des Assemblées générales de travailleurs. Quant à la réflexion sur les problèmes de la transition au socialisme qui s'était trouvée peu abordée au 36^e Congrès, elle semble pouvoir être plus féconde aujourd'hui, dépassant aussi bien les perspectives réformistes que la tentation d'un certain néoléninisme. Cette attitude nouvelle conduit la CFDT à s'interroger beaucoup plus sérieusement que dans le passé sur son rôle par rapport à la prise du pouvoir et à la

transition au socialisme.

— L'attitude du Parti Communiste évolue rapidement, notamment depuis les manifestations lycéennes. Le tournant pris à l'occasion du soutien de ces manifestations, la prise en charge des problèmes des OS et des immigrants, l'acceptation du débat sur « autogestion et gestion démocratique », le changement de nature des relations avec le PSU et les déclarations de Séguy et Marchais sur un éventuel changement politique anticipé, tout cela est le signe d'une évolution commencée, et sans doute d'un débat interne important.

Bien qu'il soit encore impossible de mesurer l'ampleur et les conséquences de ce débat, et sans vouloir les sous-estimer, il faut tout de même relever que ces orientations relativement nouvelles peuvent aussi correspondre à des changements tactiques nécessaires pour préserver les objectifs centraux du PC et de la CGT : reprendre le contrôle du mouvement en l'entraînant dans des formes de revendications et de luttes mieux maîtrisées par leurs appareils, renforcer leur influence, notamment par rapport au PS, acculer le patronat et le pouvoir à une négociation d'ensemble dont ils seront le principal interlocuteur, canaliser la pression des masses vers le Programme Commun. Et cela peut expliquer certaines attitudes comme le freinage de la grève de Billancourt, la lettre de Séguy aux travailleurs CGT de Lip ou encore les évidentes réticences devant la marche sur Besançon.

— Le Parti Socialiste a pris une importance nouvelle après la réussite de l'opération Mitterrand et le relatif succès électoral. Mais cette importance nouvelle le place devant des choix et des contradictions. Il peut choisir comme dominante d'être « l'élément raisonnable » ou plutôt rassurant de la coalition du Programme Commun, ou bien de disputer le terrain politique et social au PC, ce qui lui pose les problèmes du contrôle et de l'autogestion ainsi que ceux des relations avec la CFDT et le PSU.

Le Congrès de Grenoble a éludé ce choix. De là une incertitude assez nette dans la conduite du Parti, et les difficultés politiques du CERES. Dans la réalité, l'absence de choix clair du Congrès de Grenoble équivaut à une confirmation du choix du premier rôle : notables rassurants dans la coalition de gauche. Hors l'aggravation des conflits internes, il n'y a pas de changement significatif et notamment toujours pas d'intervention dans les luttes. Cet immobilisme, même s'il s'accompagne d'une récupération électorale, implique une certaine

inconsistance politique face aux objectifs et à la stratégie du PC.

— L'extrême-gauche connaît des problèmes difficiles.

La Ligue Communiste, engagée dans une stratégie sans issue, avec des perspectives radicalement contredites par son implantation et sa nature sociale trop exclusivement liées à la jeunesse scolarisée, a manqué sa pénétration dans la classe ouvrière. Elle ne peut envisager la reconstitution d'une organisation légale qu'à condition d'ouvrir le débat politique sur cette situation, débat que précisément son Bureau Politique avait éludé devant les contradictions qui l'opposaient à sa base. Il en découle actuellement pour les militants de Rouge une quasi-paralyse politique.

La maoïsme a disparu comme pôle politique organisé. En revanche il subsiste en tant que sensibilité et que comportement militant, notamment à propos des immigrés. Le journal « Libération » exprime notamment cette sensibilité, sans pour autant s'y réduire.

• En revanche une partie de l'extrême-gauche se restructure sur la base de l'autogestion à travers le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste.

— De son côté le PSU se trouve, devant cette situation, contraint à un important travail d'approfondissement de son analyse, de son orientation, et surtout de sa stratégie et de sa tactique. Confrontée à des problèmes non résolus par le Congrès, la direction du Parti a connu des difficultés tactiques pour les législatives, et également des incertitudes pour relancer le parti sur les rails après les législatives. Cependant ces problèmes ont été largement explorés par les sessions de la Direction Politique Nationale de mars et de juin qui ont défini trois objectifs pour le Parti :

• **relance de la stratégie de contrôle ouvrier et populaire ;**

• **restructuration du mouvement ouvrier sur l'axe de l'autogestion. Le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste a joué à cet égard un rôle important en permettant des ouvertures. Mais la perspective aujourd'hui doit être celle d'un mouvement pour l'autogestion d'une autre nature que le CLAS ;**

• **unité populaire impliquant une alliance conflictuelle au niveau de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier.**

15. — LA SITUATION DU REGIME

— La composition du nouveau gouvernement Messmer traduit un durcissement à droite, et la volonté de mieux assurer le soutien de la droite archaïque. Royer, Druon, Chirac, chacun dans son secteur, illustrent parfaitement cette démarche qu'amplifie Marcellin en accentuant notamment les expulsions d'étrangers. La base sociale du régime ne correspond donc pas étroitement aux intérêts du grand capital de plus en plus lié aux sociétés multinationales.

En même temps, on observe une renonciation complète à toute lutte contre l'inflation. Celle-ci est en effet un très efficace anesthésiant des conflits sociaux, mais en outre, favorisant l'autofinancement des investissements par la hausse des prix, elle avantage les très grandes entreprises et notamment les sociétés multinationales par rapport à toutes les autres. Cela compense en partie la politique de défense des petits agriculteurs, des petits commerçants et du capitalisme archaïque qui reste par ailleurs la ligne du régime. En quelque sorte, ce dernier s'est décidé à contester au PC les « couches antimonopolistes ».

Mais la contradiction s'accroît entre les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie archaïque et les arbitrages politiques rendus en sa faveur depuis la chute de Chaban-Delmas d'une part, et d'autre part, la nécessité d'une poursuite de la modernisation et de la restructuration du capitalisme en France. Faute de pouvoir résoudre ces contradictions, le régime est conduit à fuir le problème par le durcissement politique.

Le régime parvient pourtant encore à garder un contrôle hégémonique sur la scène politique, cependant que sa capacité à résoudre les problèmes posés sur le front social diminue de manière visible. Cette situation est à court terme favorable au PSU, sans que pour autant le passage du front social au front politique en soit le moins du monde facilité.

16. — LA SITUATION DU PARTI

— Après les DPN de mars et de juin 73 complétant les textes du Congrès, le parti est mieux armé pour assumer cette situation. Doté :

• d'un axe stratégique de lutte, celui du contrôle ;

• d'un objectif : l'unité populaire, y compris sous forme d'ententes entre organisations ;

• et d'un projet : le socialisme autogestion-

naire, le PSU est aujourd'hui capable des réponses nécessaires.

Comme cela a été souligné dans l'introduction, le PSU est pour la première fois de son histoire en train de donner naissance à un courant se définissant d'abord par ses objectifs propres et non prioritairement par la critique des perspectives des autres forces.

Ce courant se définit surtout par ses modes d'intervention et sa relative cohésion sur le front social. Sa traduction en termes politiques commence à peine à s'esquisser.

— La lutte de Lip, comme les autres luttes du printemps, conduit à émettre l'hypothèse que c'est seulement maintenant que Mai 1968 produit en profondeur ses véritables effets sociaux et politiques.

Cette hypothèse doit être étayée par un important travail de synthèse et de réflexion sur la période 1968-73. Nos erreurs d'analyses par ailleurs ont comporté une sous-estimation — paradoxale dans une phase de la vie du parti marquée d'ouvriérisme — de la possibilité de mutation de la classe ouvrière, et également des erreurs de nature différente, sur le PC et le PS, traduites à travers la problématique « de

construction du parti révolutionnaire ».

Ce travail de synthèse et d'autocritique est nécessaire, mais les échéances devant lesquelles le PSU est placé ne sauraient en attendre les conclusions.

Les responsabilités devant lesquelles nous sommes placés, exigent un approfondissement de nos perspectives stratégiques et tactiques aussi bien à l'usage des militants du PSU que pour éclairer les organisations de masse en lutte et situer la signification de l'unité.

L'articulation plus précise de notre stratégie et de notre tactique suppose une réflexion sur les étapes et les formes de la prise du pouvoir que le Parti n'a jamais vraiment engagée. Ce doit être l'objet du Conseil National. **Cette articulation suppose aussi l'élaboration d'une plate-forme politique ou d'une esquisse de programme, qui rassemble les objectifs de lutte en un ensemble cohérent et les éclaire par les perspectives principales que poursuit le courant autogestionnaire et le Parti au niveau de la société tout entière.** Ce pourrait être la tâche du IXe Congrès.

2 Perspectives stratégiques et problèmes de la prise du pouvoir

[Note : Tout au long de ce chapitre, le terme de « prise du pouvoir » risque de prêter à confusion. Nous employons en effet ce terme pour caractériser la phase « d'occupation de l'Etat » et l'ouverture de la transition au socialisme. Or, au sens strict du terme la prise effective du pouvoir concerne la phase où s'instaure réellement le pouvoir des travailleurs. Si nous conservons cependant le terme, malgré ces ambiguïtés, c'est parce qu'il s'agit là du langage employé précisément par tous les non-spécialistes. Il nous paraît préférable de nous expliquer sur le sens des mots plutôt que de courir le risque d'être totalement incompris en nous limitant à un jargon interne.]

Il s'agit là d'un débat souvent théorique dans le Parti, mais qui est en train, aujourd'hui, de

prendre des aspects beaucoup plus concrets pour trois raisons :

1) durcissement du régime en France depuis 1972 et aggravation des contradictions de la bourgeoisie ;

2) proximité d'expériences historiques où le mouvement ouvrier a dû s'affronter au problème : Mai 68 et élections de 73 en France ;
— expérience chilienne et coup d'Etat militaire ;
— Tchécoslovaquie ;

3) probabilité pour que le problème du pouvoir se repose en France en des termes sensiblement différents de ceux de 73. Cette probabilité tient à la proximité éventuelle de l'échéance (cf. déclarations Séguy — Marchais — Maire) ; elle tient aussi à la nature des rapports au sein du mouvement ouvrier : évolution tactico-straté-

gique du PC et de la CGT. La CFDT étant prête à entrer plus avant dans un processus de prise du pouvoir. Echec du Programme Commun pour répondre à tous les problèmes qui se sont posés depuis les élections ; crédibilité nouvelle d'une stratégie de contrôle avec la démonstration de masse de Lip ; renforcement relatif du PSU et caractère opératoire des principaux thèmes qu'il a mis en avant au cours des dernières années : contrôle — autogestion — unité populaire — firmes multinationales, etc.

Le problème se pose donc au mouvement ouvrier français de manière plus concrète que dans les périodes précédentes. Cependant le type d'échéance auquel nous avons à faire face, tout comme les leçons à tirer des expériences historiques récentes nous placent au départ devant des exigences contradictoires. Il faut donc s'interroger sur la nature exacte de ces contradictions si l'on veut les dépasser, sur le plan théorique et pratique, et commencer pour cela par examiner les stratégies existantes dans le mouvement ouvrier.

21. — LES STRATEGIES EXISTANTES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Nous disposons de deux schémas simples de prise du pouvoir et de transition au socialisme. Ce sont en gros ceux du PC et de certains groupes d'extrême-gauche.

On ne peut dire en effet que le PS ait aujourd'hui une véritable stratégie de prise de pouvoir et de transition au socialisme dans la mesure où il se borne à envisager une occupation de l'Etat à la faveur d'une victoire électorale. Quant aux références fort vagues qui sont faites désormais dans ses textes sur le contrôle et l'autogestion, elles ne sont pas intégrées dans une stratégie cohérente et signalent davantage ses contradictions que l'esquisse d'une stratégie nouvelle. Nous nous attacherons donc à critiquer les deux principales stratégies proposées par le PC et par certains groupes d'extrême-gauche, stratégies qui, si elles ont le mérite d'une relative cohérence interne, n'ont jamais été réellement opératoires en France.

SCHEMA PCF

1) **alliance antimonopoliste** autour de la classe ouvrière de toutes les couches subissant les méfaits des grands monopoles.

Traduction politique : alliance des partis représentatifs de la petite et moyenne bourgeoisie (traditionnelle ou nouvelle) : PS — Radicaux — PSU avec le Parti Communiste toujours pensé comme « le parti » de la classe ouvrière.

2) **victoire électorale** majoritaire sur la base du Programme Commun ;

3) **la démocratie avancée :**

a) l'Etat ainsi occupé par les partis se trouve pratiquement tout puissant sur le plan économique dans la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (logique des nationalisations). Il y a là sous-estimation complète des sources de pouvoir des sociétés multinationales, et par conséquent inadaptation des réponses à ce problème ;

b) les appareils idéologiques et répressifs de l'Etat se trouvent « démocratisés » : Ecole — Information — Justice — Armée — Police. Cette démocratisation ouvre la voie à une meilleure gestion démocratique y compris dans les entreprises.

4) **Vers la France socialiste**

a) accentuation de la collectivisation des moyens de production et d'échange ;

b) rôle accru de la classe ouvrière et de « son » Parti, avec incertitude sur le rôle exact des autres partenaires, même si leur place continue de leur être reconnue à ce stade.

Ce schéma présente trois contradictions insolubles :

1) l'alliance antimonopoliste et non anticapitaliste ne peut remettre en cause l'organisation sociale du travail ni avant ni au moment de la prise du pouvoir. Après, on se trouve devant la nécessité d'élargir la base sociale d'une telle coalition. On court ainsi le risque, sous couvert de se concilier les « **classes moyennes** », de juxtaposer en fait des intérêts contradictoires dont certains rejoignent directement ceux de la bourgeoisie.

2) Il n'y a pas de démocratisation possible des appareils idéologiques et répressifs d'Etat. Même s'il y a tactiquement des étapes à respecter, il ne peut y avoir à ce niveau qu'un processus de destruction-reconstruction, sans quoi l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie sera pour le coup :

a) inévitablement sanglant ;

b) inévitablement perdu.

3) Le schéma linéaire de la transition au socialisme se fonde à peu près uniquement sur

l'accélération de la collectivisation des moyens de production et non sur le bouleversement des rapports sociaux et la remise en cause de la division sociale du travail. Sa traduction politique, renforcement des organisations ouvrières, partis et syndicats, non seulement ne favorise pas, mais bloque l'apparition d'une autre forme de pouvoir. On se trouve alors dans la situation d'une bureaucratie économique d'Etat.

A l'opposé de ce schéma et de ces impasses nous trouvons celui plus séduisant mais aussi inopérant de plusieurs groupes d'extrême-gauche. Ce schéma, s'il rappelle des leçons indispensables du mouvement ouvrier (.Espagne en 36 — Allemagne en 30) démontre la nécessité de détruire l'appareil d'Etat après l'avoir conquis, se trouve impuissant précisément à le conquérir. La théorie d'un Parti Révolutionnaire prenant la direction d'une insurrection massive du prolétariat et n'ayant guère qu'à se contenter de quelques accords tactiques avec « les réformistes », permet de renvoyer la révolution aux calendes ; en tout cas, dans un pays comme la France. Lors des dernières élections, les positions d'un désistement de deuxième tour au profit des candidats de gauche les mieux placés pouvaient être caricaturées (elles le furent notamment par la Ligue Communiste) sous la forme d'une division du travail. Les réformistes prennent le pouvoir. Les révolutionnaires les débordent ensuite et commencent à organiser partout leur propre réseau de pouvoir parallèle qui place les partis réformistes devant le choix suivant :

— accepter de fait la nouvelle ligne tracée par les révolutionnaires ;

— se désavouer aux yeux des travailleurs et perdre à terme leur direction politique au profit des révolutionnaires.

Indépendamment des relents ultra- idéalistes que comporte cette perspective (en particulier sur la forme d'organisation du pouvoir dans une société de transition au socialisme) elle bute sur deux contradictions :

1) La première, c'est qu'en France en tout cas, une union réformiste classique, type Programme Commun, a très peu de chances d'arriver par ses seuls moyens au pouvoir. Un type d'unité qui se limite aux accords d'organisations, voire d'états-majors politiques est insuffisant pour provoquer les conditions d'une véritable mobilisation populaire, nécessaire à la victoire, y compris électorale. Seule une forme d'unité réellement populaire qui s'exprime aussi au niveau des travailleurs eux-mêmes peut

le permettre. Et dans cette perspective, l'insertion active dans l'unité populaire du courant social, politique et idéologique que représentent grosso modo la CFDT et le PSU est nécessaire si la gauche veut être suffisamment dynamique pour l'emporter.

.2) La seconde, et elle ne nous est pas spécifique, c'est la très grande difficulté des forces « de débordement » à jouer effectivement ce rôle lorsqu'elles sont complètement étrangères au groupe des forces qui ont pris le pouvoir. Et ce pour des raisons idéologiques (on les accusera toujours et cela prend relativement bien d'être des diviseurs et de se tromper d'adversaire) et politiques (elles ne sont pas dans les lieux essentiels où se collectent les informations et se prennent les décisions). A cet égard, si l'échec de la politique du PC chilien est patent, celui du MIR l'est aussi à un tout autre niveau. Il n'a pas eu sur les fronts essentiels l'appui de masse nécessaire à sa politique et n'a pu dès lors empêcher concrètement un certain nombre d'erreurs de l'Unité populaire.

Nous devons donc mettre en évidence les contradictions à surmonter plutôt que de les masquer.

Celles-ci sont de trois ordres.

Le premier ordre de contradictions se développe dans le temps, en fonction même du déroulement d'une expérience socialiste.

Le second concerne l'Etat : l'occuper tout en le détruisant, s'en servir pour se défendre tout en l'empêchant de produire ses effets naturels et en favorisant la construction d'un autre système de pouvoirs publics, populaires ceux-là, c'est une contradiction qui appelle un examen très précis.

Le troisième ordre de contradictions découle des deux précédents et s'exprime à travers les conflits internes des forces de gauche. Unité ou débordement, telle est l'apparence de cette contradiction. La surmonter appelle une vue moins simpliste des choses.

22. — LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE DANS LE TEMPS ET SES CONTRADICTIONS

Toutes les expériences révolutionnaires se sont trouvées affrontées à une course de vitesse contre la bourgeoisie se traduisant par une sorte de cercle vicieux :

1) pour empêcher la bourgeoisie de renverser par tous les moyens le nouveau pouvoir, il faut atteindre **très vite** (3 mois à 1 an) des points de non-retour au niveau des trois instances économiques, politiques et idéologiques ;

2) mais une telle politique doit pouvoir s'assurer d'un soutien massif et actif des travailleurs : un gouvernement de droite peut à la rigueur gouverner par décret, pas un gouvernement de gauche ;

3) or, le niveau de conscience des masses populaires exploitées et opprimées est, au moment de la conquête nominale du pouvoir, et surtout si elle s'est faite par voie électorale, insuffisant par rapport aux nécessités de la lutte qui s'engage alors.

Il faut en général une longue période d'affrontement avec la bourgeoisie pour que les travailleurs commencent à l'identifier directement comme adversaire politique et plus seulement économique.

Il y a donc inévitablement décalage. S'il est trop grand, on vient de le voir au Chili, la réaction de masse contre la bourgeoisie est trop tardive. Et auparavant le gouvernement se trouve tenté par les solutions d'alliance sur sa droite, croyant ainsi gagner du temps alors qu'en fait il en perd.

Un problème illustre particulièrement ce décalage. Un gouvernement de gauche en France devra prendre de façon urgente des décisions concernant sa politique envers les firmes multinationales. Pour ce faire, il aura besoin du soutien, non seulement des travailleurs français, mais aussi des autres travailleurs, au moins d'Europe. Quand on voit qu'en ce domaine nous en sommes au balbutiement d'une solidarité internationale, il nous faut savoir que le temps nous est dramatiquement compté.

Cette contradiction du temps est extrêmement difficile à résoudre. Ce n'est pas par hasard si, pratiquement, toutes les expériences à vocation socialiste soit : ont perdu la bataille du temps contre la bourgeoisie (France 36-38 — Espagne 36 — Chili 73), soit l'ont gagnée au prix de l'instauration de formes de pouvoir dictatoriales ou semi-dictatoriales contre la bourgeoisie, mais aussi sur les travailleurs.

Cette contradiction du temps, il nous faut donc la prendre en charge dès avant la prise du pouvoir. **Notre principal atout ici c'est celui du développement systématique et massif de la stratégie de contrôle ouvrier et populaire.**

Les stratégies antérieures du mouvement

ouvrier étaient en fait en trois temps :

a) l'opposition forces productives - rapports de production conduisait à la crise économique puis politique du système ;

b) la prise du pouvoir était effectuée par les partis de la classe ouvrière et ses alliés ;

c) il fallait attendre la phase de transition pour que les travailleurs s'attaquent directement au problème du bouleversement des rapports sociaux idéologiques et politiques.

Ce schéma accentuait inévitablement le retard de la conscience politique des masses par rapport aux échéances de la lutte contre la bourgeoisie. Au contraire, la stratégie de contrôle par ses objectifs (pouvoir de décision), par ses formes de lutte (prendre d'abord, négocier ensuite), si elle est beaucoup plus difficile à l'origine, conduit ensuite les travailleurs à affronter le capitalisme et la bourgeoisie à tous les niveaux à la fois. Lip est à cet égard particulièrement éclairant :

a) affrontement social classique : emploi ;

b) affrontement économique : démantèlement — firme multinationale ;

c) affrontement politique : Pouvoir — Giraud ;

d) affrontement idéologique : écho des formes nouvelles de lutte — destruction des tabous sur la nécessité du patron — mise à jour de la nature de classe de la légalité... conduisant aussi bien Georges Séguy qu'Edmond Maire à aller plus loin qu'ils n'étaient jamais allés ;

e) enfin, début d'organisation d'autres rapports sociaux dont on démontre qu'ils sont possibles : « **c'est possible, on fabrique, on vend, on se paie** » — rotation des tâches — remise en cause de la hiérarchie et de la division sociale du travail.

La stratégie de contrôle est donc efficace non seulement comme forme de lutte, mais elle est en plus la seule capable d'accélérer considérablement **la radicalisation d'une conscience de classe politique** avant même la prise du pouvoir. Il est clair que cette stratégie sera encore notre meilleur atout pendant et après la prise du pouvoir pour affronter deux autres contradictions :

— celle de l'occupation et de la destruction de l'Etat,

— celle de l'unité des forces du mouvement ouvrier et du nécessaire dépassement des perspectives réformistes de la majorité d'entre elles.

23. — LA CONTRADICTION OCCUPATION-DESTRUCTION DE L'ETAT

Cette contradiction est double : elle tient à la nature de l'appareil d'Etat et à la nature conflictuelle des forces ayant pris le pouvoir.

A. — NATURE DE L'APPAREIL D'ETAT

Elle porte d'abord sur la nature même de l'appareil d'Etat bourgeois qu'il n'est pas question de faire fonctionner « tel quel » au service des travailleurs.

Mais si l'objectif est bien de détruire cet Etat pour le remplacer par une autre organisation du pouvoir, dans la période qui suit immédiatement sa conquête, les contradictions et les priorités ne sont pas de même niveau et de même nature.

Les appareils répressifs

— ainsi il y a priorité à neutraliser très rapidement les appareils répressifs : police et armée, mais le processus ne peut être immédiat et total, la création d'organes de défense populaire interne et externe demandant du temps et un niveau extrêmement élevé de conscience de classe. A l'origine, il s'agira donc d'un démantèlement de tous les corps d'armée et de police qui ont pour fonction directe d'être des forces de guerre civile, et de la réorganisation de l'ensemble d'un véritable dispositif de défense interne et externe sous un réel contrôle populaire.

Les appareils idéologiques

— ici la politique à mener est extrêmement complexe parce que touchant précisément le secteur où les travailleurs sont eux-mêmes le plus directement influencés par la bourgeoisie.

Les priorités concernant d'abord les moyens d'information : à terme, l'objectif sera une réorganisation totale des circuits d'information permettant en particulier aux collectivités de base d'avoir un contrôle réel sur le contenu et la forme de l'information.

Mais dans un premier temps, il s'agira d'arracher l'information à la domination des groupes privés (établissement du contrôle de la collectivité sur les grands moyens d'information, nationalisation des supports techniques, imprimeries, émetteurs, messageries, régie nationale de publicité).

Il ne s'agit en aucun cas de la limitation de la

liberté d'information et d'expression, y compris pour l'opposition, mais de couper ce secteur du secteur capitaliste qui se maintiendra inévitablement en période de transition.

Sur le plan juridique

Une réforme immédiate du droit (en particulier du droit du travail) devra être mise en chantier. Cette réforme sera, bien sûr, transitoire et destinée à être dépassée. Mais elle est indispensable si l'on ne veut pas que la bourgeoisie puisse arguer de la légalité antérieure pour reconquérir ses privilèges.

Sur le plan de l'appareil de production

La simple nationalisation des principaux secteurs de l'appareil de production non seulement ne prépare pas le dépassement de la contradiction occupation-destruction de l'Etat, mais peut même, au contraire, la renforcer, créant les conditions d'un gigantesque appareil bureaucratique d'Etat et non celles de nouvelles formes de pouvoir populaire. La seule façon d'éviter ce risque réside dans le renforcement des moyens de contrôle ouvrier et populaire, s'appliquant aussi bien au secteur nationalisé qu'au secteur privé. Ce renforcement rapide est d'autant plus impératif que les nécessités de la lutte contre le sabotage économique et financier interne ou international peuvent appeler une extension rapide du secteur public dans un but de défense économique, ce qui aggrave le risque.

La politique économique

C'est le secteur sur lequel nous devons être le mieux préparés. C'est en effet sur le terrain économique, et notamment financier que déferle immédiatement la contre-offensive de la bourgeoisie lorsque la direction effective de l'Etat lui a échappé. Qu'il s'agisse de la grève de l'investissement, de la fuite de l'épargne, du sabotage visant à l'organisation de la rareté et par là à l'emballage inflationniste, les techniques du capitalisme international sont connues. Elles viennent de s'appliquer au Chili. Les structures économiques françaises sont heureusement beaucoup moins fragiles parce qu'elles ne dépendent pas de l'exportation d'une matière première unique, et parce que le secteur public — même si pour l'instant il est sciemment désarticulé par le pouvoir — y a déjà une importance beaucoup plus grande. Il faudra cependant atteindre très rapidement une capacité de contrôle de l'ensemble des mécanismes économiques qui rende le sabo-

tage de la droite inopérant. Cela exige à la fois une préparation technique très poussée et une intense mobilisation populaire.

Avec l'ensemble du secteur privé, des contrats extrêmement précis devront être passés ; leur non-exécution entraînerait la nationalisation des firmes qui les auraient violés.

Il en va de même avec les firmes multinationales : S'il est impossible de jouer le retour au protectionnisme ou d'avoir recours à des formules du type « monopole généralisé du commerce extérieur », un gouvernement doit utiliser tous les moyens à sa disposition pour que ce soit lui qui demeure le véritable centre de décision économique. A cet égard, le développement des formes d'action internationales, et surtout européennes du mouvement ouvrier sera une condition non pas souhaitable mais indispensable pour tenir cette politique.

B. — NATURE DES FORCES AU POUVOIR

La contradiction unité-débordement, déjà présente avant la prise du pouvoir, l'est plus encore au moment de la prise du pouvoir et dans la phase de transition.

En effet, d'un côté il est clair que, sauf désaccord extrêmement grave, il serait catastrophique que la coalition de gauche portée au pouvoir éclate.

Mais, d'autre part, nous savons parfaitement que le type d'analyse et de politique proposé actuellement par le PC et le PS, non seulement conduirait au suicide politique face à la bourgeoisie (ils vont trop loin pour ne pas l'inquiéter, et pas assez pour l'empêcher de recourir au sabotage économique et politique), mais aussi bloquerait l'apparition d'autres formes de pouvoir.

Disons clairement qu'il n'y a pas de solution-miracle pour se sortir de cette contradiction. Le rapport de forces au sein de la coalition sera bien sûr déterminant. Si la CFDT poursuit sa radicalisation, si le courant autogestionnaire se structure sur des bases politiques claires, les possibilités seront infiniment plus grandes que dans une situation du type : bloc Programme Commun + PSU et CFDT. Nous avons donc aujourd'hui une tâche considérable d'amélioration de notre rapport de forces.

Mais ceci même ne sera pas suffisant. Même

si la coalition de gauche tout entière se trouvait sur des bases révolutionnaires, elle ne pourrait néanmoins échapper à la contradiction occupation-destruction de l'Etat. Car il s'agit là d'une contradiction structurelle et non conjoncturelle.

Toutes les stratégies du mouvement ouvrier ont buté sur cette contradiction sans pour autant analyser suffisamment son importance. Les déviations réformistes et stalinienne du mouvement ouvrier tiennent en partie à ce fait. Les premières sous-estiment, voire annulent, la nécessité de la destruction d'un appareil d'Etat qui reste un appareil de domination de classe. Elles en viennent ainsi à envisager une simple occupation de l'Etat en le considérant comme un instrument neutre que les organisations ouvrières pourraient utiliser à leur profit après l'avoir conquis. Cette erreur conduit inéluctablement le mouvement ouvrier à la défaite, qu'elle soit économique, politique ou militaire. La déviation bureaucratique part de la sous-estimation inverse. Elle se fonde sur l'idée qu'une fois brisé l'Etat bourgeois, « le semi- Etat prolétarien » qui lui succède, pour reprendre l'expression de Lénine, commence graduellement à dépérir. Cette analyse encore fortement ancrée dans le mouvement ouvrier, tend à laisser croire qu'une fois abolie l'exploitation économique, les phénomènes de domination politique et sociale tendent à graduellement disparaître d'eux-mêmes. C'est pourquoi le mouvement ouvrier reste désarmé sur le plan théorique comme sur le plan pratique devant la tendance de l'Etat prolétarien non à dépérir mais à se transformer en un gigantesque appareil bureaucratique.

Nous savons bien que, dans un pays comme la France, une expérience de transition au socialisme, surtout si elle se situe dans la perspective de l'autogestion, aura à faire face, au moins dans un premier temps, à des tâches importantes pour ce qui concerne l'ensemble de l'organisation du travail et de la vie sociale, et ce malgré la décentralisation rapide des centres de décision et l'émergence de nouvelles formes de pouvoir. Autrement dit, loin de nous trouver dans une situation d'extinction naturelle et graduelle d'un semi-Etat prolétarien, de nombreux facteurs concourent au contraire sur les plans économique, politique et idéologique à son ren-

forcement relatif (agressions économiques externes, sabotages internes, difficultés du choix d'une nouvelle cohérence de développement, contrecoup des multiples réformes sectorielles décidées lors de la prise du pouvoir). Cela pose donc d'une façon infiniment plus difficile et plus complexe le problème de l'émergence de nouvelles formes de pouvoir. Il est illusoire de penser qu'il suffit d'organiser parallèlement à l'Etat de transition un système de double pouvoir, fondé sur les conseils, qui se substituera progressivement à l'Etat de transition. Ce l'est encore plus que de croire que ces nouveaux organes peuvent être mis en place immédiatement et de façon contradictoire. Les travailleurs ne peuvent en effet immédiatement après la prise du pouvoir affronter à la fois la bourgeoisie et un gouvernement de gauche. Dans cette période, le rôle d'organisations révolutionnaires consiste essentiellement à articuler le travail au niveau de l'Etat de transition et celui au niveau de l'émergence de nouvelles formes de pouvoir (conseils de travailleurs, de quartiers, d'usagers...).

Cela veut dire concrètement, pour un parti comme le PSU et pour l'ensemble du courant autogestionnaire qu'il intervient aux deux niveaux et aux deux moments du processus : celui de l'Etat transitoire, celui de l'organisation des nouvelles formes de pouvoir. Et qu'il condamne l'ensemble de l'expérience populaire à l'échec s'il déserte l'un de ces deux terrains.

Cette nécessité stratégique appelle une réflexion sur la troisième contradiction, celle qui tient à l'hétérogénéité des forces socialistes.

24. — LA CONTRADICTION UNITE- DEBORDEMENT

Une prise de pouvoir dans un pays de démocratie bourgeoise avec de très forts partis à ligne réformiste ne peut faire l'économie d'une alliance pour partie tactique, pour partie stratégique avec eux. Cette analyse ne concerne pas uniquement une victoire électorale. Même dans une situation de crise sociale généralisée, débouchant sur une crise politique, il s'agit là d'une étape nécessaire dont nous ne pouvons faire l'économie. Cette exigence nous place immédiatement devant les contradictions internes

à l'unité des forces capables de prendre le pouvoir.

S'il s'agit d'une unité de type « union de la gauche autour du Programme Commun », non seulement les chances de victoire électorale sont faibles, mais plus encore les possibilités d'enclencher réellement un processus de transition au socialisme. Le ralliement du PSU à ce type de perspectives se ferait dans un cadre statique et ne changerait pas fondamentalement la nature de cette unité.

Comme à l'inverse la stratégie de l'extrême-gauche exclusivement axée sur le débordement nous semble vouée à l'échec (voir plus haut), **notre politique doit plutôt s'orienter vers la réalisation d'une forme d'unité à la fois dynamique et conflictuelle qui favorise les mutations internes du mouvement ouvrier au fur et à mesure des étapes de son affrontement avec la bourgeoisie.**

Cela signifie :

1. Que le problème actuel n'est pas de vouloir « approfondir et améliorer » le Programme Commun, mais de transformer fondamentalement la stratégie des forces de gauche et la nature de leur unité. Telle qu'elle est aujourd'hui, la stratégie du Programme Commun est en effet à dominante économique, électorale et centralisatrice, alors que la stratégie nécessaire à la victoire doit arracher la décentralisation de tous les centres de décision pour faciliter leur contrôle populaire, doit donner toute sa place à l'attaque du système de valeurs et de l'idéologie dominants, et doit favoriser par ses formes de lutte la naissance de contre-pouvoirs et de contre-institutions, la bataille électorale n'étant qu'une bataille spécifique parmi d'autres.

2. Que nous devons prendre l'initiative de faire des propositions à l'ensemble des forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier ou de prendre en charge, d'où qu'elles viennent, pour les débattre, toutes les propositions visant à réaliser une véritable unité d'action anticapitaliste. Il nous faut aussi, dans la logique de cette attitude, réunir les éléments d'un « pacte d'unité populaire », fondé sur une plateforme d'action anticapitaliste qui, tout à la fois :

— marque la volonté unitaire du mouvement ouvrier ;

— fait un choix à peu près cohérent dans l'ensemble des objectifs de lutte poursuivis par les différentes couches sociales pour éviter la simple somme des revendications et des mécontentements corporatistes ;

— établit une relation entre ces objectifs de lutte et les perspectives plus générales de transformation de la société.

L'élaboration d'une telle plate-forme permettrait, tout en respectant l'indépendance des organisations syndicales, de les y associer selon des modalités à délibérer. Elle permettrait aussi de conclure un accord d'unité sur des axes de lutte et des objectifs intermédiaires. Ce n'est que dans cette perspective que la discussion d'un programme de gouvernement ouvrant réellement la voie au socialisme prend tout son sens et devient une arme pour les luttes des travailleurs.

Ce « pacte d'unité populaire » autour d'une plate-forme d'action anticapitaliste qui nous semble nécessaire dans la période actuelle doit être offensif et non défensif : il ne s'agit pas en effet d'un simple accord de type « antifasciste ».

Cette stratégie unitaire est dans le même temps conflictuelle :

— D'abord parce que les formes d'unité des organisations syndicales et politiques ne résolvent pas le problème, beaucoup plus difficile, des formes d'unité populaire que les travailleurs doivent eux-mêmes mettre en place ;

— Ensuite parce que les désaccords stratégiques subsistent au sein des forces qui passent ce type d'accord: **Le problème n'est pas de cacher ces divergences mais de leur donner un caractère dynamique et concret, en organisant publiquement le débat au sein du mouvement ouvrier chaque fois que des orientations différentes, voire contradictoires apparaissent, en particulier dans le cadre des affrontements avec la bourgeoisie. Il est clair, dans ces conditions, que l'unité va de pair avec un renforcement de l'intervention autonome du PSU et du courant socialiste autogestionnaire.**

Il s'agit là, d'ailleurs, de la politique que nous menons depuis plusieurs mois et qui prouve,

en particulier à Lip, que nous avons renforcé notre capacité d'initiative autonome dans le même temps où nous pouvions, par notre pratique unitaire, peser efficacement, parce qu'étant présents, sur la politique d'ensemble de la majorité du mouvement ouvrier.

25. — LE PROBLEME DE LA PRISE DU POUVOIR AUJOURD'HUI EN FRANCE

L'ensemble des réflexions conduites précédemment sur les stratégies existantes au sein des forces socialistes françaises comme sur les contradictions auxquelles se heurte la dynamique populaire dans sa marche vers la transformation socialiste de la société permet d'inventorier les problèmes que le mouvement ouvrier dans son ensemble devra affronter et surmonter pour établir définitivement sa victoire.

1. Problème de mobilisation. — Nous sommes actuellement, en France, dans une phase où l'objectif central qui s'impose au mouvement ouvrier est l'amélioration du rapport de forces à son profit. Ce renforcement est à chercher sur chacun des trois grands fronts de lutte correspondant aux trois instances où se détermine la vie collective : économique, idéologique et politique. Les moyens essentiels de ce renforcement sont principalement faits de luttes ponctuelles, la difficulté étant de maintenir un rythme comparable sur chacun des trois fronts. L'outil principal de ce renforcement est, pour nous, la stratégie de contrôle ouvrier et populaire inscrite dans la perspective de l'autogestion socialiste. Elle nécessite, sur le plan tactique comme sur le plan stratégique, la réalisation d'une « unité conflictuelle » de l'ensemble des forces organisées du mouvement ouvrier (syndicats compris) ; elle suppose au maximum la consolidation par des victoires partielles aussi bien sur le plan social que politique et institutionnel.

2. Le problème de la capitalisation politique du rapport de forces se pose dans les faits dès que les conflits ponctuels sont vécus en termes de lutte de classe et que la critique populaire du régime se traduit par une prise de conscience politique. Cette capitalisation du rapport de forces ne peut être globale que si la classe ouvrière et les couches populaires prêtes à mener le combat avec elle sentent — ou pressentent — la perspective d'un affrontement d'ensemble. Ce fut le cas en Mai 68,

mais à ce moment, la capitalisation a été à la fois idéologique et sociale sans se traduire en termes politiques. A l'inverse, pour les législatives de mars 1973, le bloc Programme Commun a tenté cette capitalisation nationale, mais il l'a voulue exclusivement politique — le politique étant en l'espèce limité à l'électoral — en l'isolant de la contestation économique, sociale et idéologique, ce qui l'a affaibli d'autant. Pour être victorieuse, cette capitalisation doit être globale et doit assumer, pour les traduire en termes politiques, les aspirations qui s'expriment à travers les luttes ponctuelles sur chacun des trois fronts. Toute coupure d'un front par rapport à un autre, ou la croyance qu'un secteur se débloquent simplement par contamination (ex. : le politique à la suite des luttes sociales) est une profonde erreur aussi bien dans sa variante réformiste que dans sa variante populiste-gauchiste.

Il reste de l'élection de mars 1973 un durcissement de la situation politique française cristallisée en blocs classe contre classe, qui laisse ouverte la perspective d'une nouvelle capitalisation politique globale du rapport de forces dans l'avenir proche. Pour pouvoir peser sur son orientation, le courant socialiste autogestionnaire doit à la fois renforcer sa propre intervention et son poids spécifique, et savoir les faire peser au sein de l'unité populaire, faute de quoi ils seraient une fois de plus stérilisés.

3. Le basculement de l'équilibre et l'occupation du pouvoir.

C'est dans ce but que doivent être poursuivis

3 Nos tâches politiques actuelles

Les grandes lignes de la stratégie d'« alliance conflictuelle » avec l'ensemble des forces du mouvement ouvrier que nous venons d'évoquer conduisent le PSU à se fixer, outre le développement de notre stratégie de contrôle ouvrier et populaire (qui fait l'objet d'un rapport particulier), deux tâches prioritaires dans la période actuelle :

1. Proposer à l'ensemble des forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier et populaire « un pacte d'unité populaire » fondé dans un premier temps sur une plateforme d'action anticapitaliste ;

2. Renforcer considérablement le poids du

aussi bien l'effort de mobilisation que la tentative de capitalisation politique globale. Si le basculement se produit, l'occupation nominale du pouvoir, qu'elle résulte d'une crise sociale ou d'une victoire électorale, laisse dans une première phase inchangés tous les mécanismes capitalistes de décision dans les secteurs économique et financier. C'est à ce moment que se pose avec le plus d'acuité la contradiction occupation- destruction de l'Etat. Il faut en effet mener de front une intervention économique très rapide, un démantèlement des appareils de répression, une réforme profonde des moyens de communication et d'information, un travail législatif considérable, et tout à la fois commencer à assurer la transition entre contrôle et autogestion. Il est donc indispensable de mener de manière frontale et non contradictoire le travail au niveau de l'Etat — qui implique une rupture avec des aspects déterminants de la légalité extérieure —, et l'organisation des nouvelles formes de pouvoir.

C'est après l'accomplissement de ces premières tâches par le mouvement populaire en lutte que se présentent les problèmes de consolidation, de l'affrontement avec la bourgeoisie et de l'établissement d'un véritable pouvoir socialiste. Le temps n'est pas encore venu d'en inventorier les difficultés, mais il faut déjà souligner que dans ces étapes, les plus décisives, les chances de victoire du mouvement populaire tiennent à l'intensité de la mobilisation qu'il a su provoquer autour de lui. C'est cette constatation qui doit éclairer la détermination de nos tâches politiques actuelles.

courant socialiste autogestionnaire au sein du mouvement ouvrier en travaillant à sa structuration comme courant politique ¹.

31. — « LE PACTE D'UNITE POPULAIRE ».

Cette proposition se fonde, nous l'avons expliqué dans la seconde partie de ce rapport, sur deux exigences :

a) renforcer considérablement l'unité de l'ensemble du mouvement ouvrier face au durcissement du régime ;

1. Cette partie fait l'objet, par ailleurs, d'un rapport spécifique plus détaillé.

b) créer les conditions d'une véritable unité populaire capable non seulement de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, mais aussi d'amorcer une réelle transition au socialisme ; conditions qui ne nous semblent pas réunies, nous l'avons plusieurs fois expliqué, dans la méthode et dans le contenu du Programme Commun de gouvernement signé par le PC, le PS et les Radicaux de gauche.

Il faut expliciter les caractères principaux de cette proposition de « pacte d'unité populaire ».

1. Tout en respectant scrupuleusement l'indépendance des organisations syndicales, il nous semble nécessaire que celles-ci soient partie prenante d'un accord de l'ensemble du mouvement ouvrier. Il est certes normal que les organisations syndicales ne soient pas liées par les objectifs précis d'un gouvernement de transition au socialisme quel qu'il soit, mais il est indispensable qu'elles participent directement à l'élaboration collective des objectifs de la lutte anticapitaliste et à la définition des principales orientations de la prise du pouvoir et de la transition au socialisme.

2. Ce pacte d'unité populaire doit être fondé sur une plate-forme d'action anticapitaliste. Un simple rassemblement antimonopoliste peut conduire à la juxtaposition de revendications corporatistes en partie contradictoires. Or, il est nécessaire de porter l'attaque aussi bien sur les effets du capitalisme (niveau de vie et pouvoir d'achat notamment), que sur l'organisation même du travail. En particulier la lutte contre la division sociale du travail doit commencer avant même la prise du pouvoir, et pas seulement dans la phase de transition au socialisme.

3. Le PSU ne rejette pas le principe de l'élaboration d'un programme de gouvernement offensif favorisant les conditions d'une transition au socialisme. Mais il considère que sa réalisation n'est possible que si les luttes sociales sont d'abord prises en charge politiquement dans cette plate-forme d'action anticapitaliste. Cette élaboration suppose aussi, si l'on se refuse simplement à occuper l'Etat et à gérer le capitalisme, que soient débattues les grandes orientations de la transition au socialisme.

4. Il appartiendra aux différentes instances du parti : DPN, Conseils nationaux et Neuvième Congrès, de préciser le contenu de l'ensemble des propositions que nous faisons et qui correspondent à des étapes différentes dans l'avancée de l'unité du mouvement ouvrier.

Dans une première étape, le Conseil National donne mandat à la DPN d'élaborer le contenu des premières propositions que le PSU devra soumettre à l'ensemble des organisations intéressées.

5. En s'engageant dans cette stratégie et en faisant ce type de propositions, le PSU a conscience d'engager un pari difficile. Pari difficile pour un parti qui, au cours de ces dernières années, s'est souvent limité à intervenir dans les luttes sociales et à être un « **pourvoyeur d'idées** » récupérées et déformées par d'autres formations politiques. Vouloir aujourd'hui maintenir ce qui a fait notre originalité tout en intervenant beaucoup plus solidement sur le plan politique n'est pas une tâche facile.

Mais ce pari est aussi celui de tout le mouvement ouvrier français. Il est plus facile de s'enfermer dans des divisions statiques que de les surmonter. Il est plus facile de réaliser l'unité d'appareils politiques que de créer les conditions d'une véritable unité populaire des travailleurs eux-mêmes. Il est plus facile de s'enfermer dans les schémas traditionnels de la social-démocratie, du léninisme ou du populisme ou du trotskisme que de reconnaître que la situation exige un renouvellement sans précédent de la pratique et de la théorie du mouvement ouvrier et populaire. Mais c'est à ce prix que la gauche pourra un jour gagner dans ce pays, renverser la bourgeoisie et ouvrir la voie au socialisme, et être à la hauteur des espérances qui se sont levées ces dernières années en Mai 68, à Prague et au Chili.

32. — LA STRUCTURATION DU COURANT SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE. (Voir, sur ce point, rapport annexe.)

Conséquence de la stratégie précédente : structurer et renforcer le courant autogestionnaire est fondamental pour une stratégie d'unité conflictuelle. Pour créer de nouveaux rapports de force au sein du mouvement ouvrier, il faut effectivement exister comme force politique.

Rappel de quelques axes fondamentaux :

Il ne s'agit pas pour nous de nous limiter à une simple restructuration de tout ou partie de l'extrême-gauche : le PSU ne peut à cet égard prendre le risque de disparaître dans le cadre d'une quelconque « petite fusion ». Les enjeux à venir «ont trop importants. Nous ne

sommes plus en 1960.

Par contre, le PSU doit modifier en profondeur ses statuts, ses structures et ses modalités d'intervention. Et ce notamment pour pouvoir accueillir tous les camarades qui désireraient rendre organique le travail commun réalisé avec nous depuis plusieurs mois.

L'essentiel, cependant, pour la structuration du courant socialiste autogestionnaire est d'associer étroitement des mouvements, des organisations des collectivités qui, politiques ou non, se fixent comme objectif l'autogestion socialiste. Le CLAS a été une étape importante de ce processus. Il nous faut maintenant aller plus loin en proposant la création d'un **mouvement pour l'autogestion socialiste**.

Ce mouvement n'aurait pas pour objet de remettre en cause les formes d'organisation spécifiques des différents groupes le composant : formes syndicales, politiques, mouvements de jeunesse, associations populaires, mouvements régionalistes, etc. Mais il permettrait d'envisager progressivement sur le plan théo-

rique comme sur le plan pratique des interventions unifiées et infiniment plus efficaces du courant autogestionnaire.

Il est clair enfin que, parce que le débat sur l'autogestion en est encore à ses débuts, le PSU fera tout en ce qui le concerne pour provoquer ce débat dans l'ensemble du mouvement ouvrier français, aussi opposées ou ambiguës que soient, par rapport à l'autogestion, les positions initiales de ses différentes composantes.

La structuration et le renforcement du courant socialiste autogestionnaire supposent en effet aussi bien un débat mené fermement et clairement que l'absence de tout sectarisme.

C'est dans cet esprit que nous contribuerons activement aux colloques sur l'autogestion proposés par la CFDT et que nous ferons tout pour ouvrir le débat avec des forces qui sont encore méfiantes à l'égard de cette perspective, notamment avec le Parti Communiste.

Bureau National